



## **CORRUPTION ET SERVICES PUBLICS**

### **Approche politique d'une campagne de la PSI et de ses affiliés**

Pour l'opinion publique, la corruption dans les services publics est souvent perçue comme étant le fait d'employés de la fonction publique qui, individuellement, empochent des dessous de table en échange de faveurs ou de services rendus à des particuliers. De nombreuses personnes des pays riches ou plus développés pensent, quant à elles, que la corruption est surtout un problème propre aux responsables politiques des pays pauvres ou en développement. Mais ce ne sont là que quelques aspects de la corruption qui, si l'on ne s'intéresse qu'à eux, risquent d'occulter le problème fondamental de la corruption qui se pose à toutes les sociétés du monde.

À la base, l'intention et l'objectif de la corruption sont le pouvoir et l'argent. La corruption est toujours liée à l'inégalité sociale que, généralement, elle reproduit et accentue. La corruption est une atteinte fondamentale à la démocratie ; elle prive les citoyens de l'égalité d'accès aux services et aux biens publics ; elle altère la confiance à l'égard des institutions publiques, des gouvernements et de la démocratie elle-même. La corruption cause un tort considérable à tout développement économique satisfaisant étant donné qu'elle concentre des bénéfices gagnés illégalement dans des mains privées et qu'elle procure des avantages économiques à des personnes qui versent des pots-de-vin ou bénéficient d'une influence politique.

Le manque de normes démocratiques, de contrôle public et de transparence offre un terrain favorable à la corruption alors que, parallèlement, des acteurs de l'économie mondiale font usage d'une corruption à grande échelle dans les démocraties capitalistes. La corruption revêt de multiples facettes, comme par exemple l'exercice d'une influence politique sans paiement direct de dessous de table.

Des entreprises privées, des hommes et femmes d'affaires et des responsables politiques vont cacher dans les paradis fiscaux des milliers de milliards de dollars, souvent issus de la corruption, de pratiques illégales, de la fraude ou de l'évasion fiscale. Cet argent appartient aux citoyens et nous avons besoin de le récupérer pour financer la protection sociale, les infrastructures et les services de qualité pour le public.

La corruption est, à de nombreux égards, liée aux services publics, qui sont soit utilisés pour servir des intérêts privés, politiques ou commerciaux, soit privatisés ou supprimés. Les employés des services publics et leurs syndicats ont tout intérêt à dispenser des services de haute qualité aux citoyens – des services qui soient exempts de toute forme de corruption et qui, en même temps, soient conçus de telle sorte que les droits légitimes des travailleurs soient respectés et que les travailleurs reçoivent un salaire suffisant.

-----

La lutte contre « la corruption mineure » pratiquée ponctuellement par des employés de la fonction publique comporte deux aspects. En premier lieu, les employés du secteur public doivent recevoir un salaire décent qui leur permette de subvenir aux besoins de leur famille et qui soit comparable aux salaires pratiqués dans d'autres secteurs pour un travail qui nécessite des compétences équivalentes – cela devrait déjà écarter une des causes possibles de la subornation, même si elle demeure injustifiable. En second lieu, dans de nombreux pays, les citoyens ont vécu de mauvaises expériences avec le gouvernement ou les autorités pour satisfaire leurs besoins essentiels et ceux de leur famille. Ainsi, ces personnes sont amenées à rechercher elles-mêmes des solutions. S'il n'y a pas de bonne gouvernance, ni de services publics de qualité transparents et accessibles à tous, les pots-de-vin et le « piston » sont souvent les seuls moyens dont disposent les gens pour bénéficier de soins de santé, de permis de construire, de décisions de justice ou d'autres services. C'est pourquoi les efforts de la PSI pour mettre en place et défendre des services publics de qualité sont si importants pour lutter contre la corruption.

Toutefois, à notre avis, la « corruption mineure » n'est qu'une petite partie du problème. Ce que nous appelons la « grande corruption » a une incidence beaucoup plus grave sur le bien-être général des sociétés et de leur économie. Partout dans le monde, de grandes entreprises multinationales pratiquent la fraude à grande échelle. Elles versent des dessous de table à des responsables politiques et font des donations « légales » à des partis politiques pour accéder à des ressources nationales ou en prendre le contrôle, pour privatiser ou externaliser des services publics, ou encore pour obtenir des réductions, des conditions commerciales favorables ou des réglementations juridiques avantageuses. Des réglementations strictes et transparentes doivent être imposées aux niveaux national et international en ce qui concerne les marchés publics, qui sont souvent une source de corruption.

La « captation de l'État », comme l'ont dénommée des chercheurs de la Banque mondiale, repose sur des réseaux délibérément mis en place par les entreprises pour influencer les fonctionnaires des gouvernements et les responsables politiques. Les entreprises cherchent de cette manière à faire changer les lois et les réglementations à leur avantage et il n'est pas rare que des paiements frauduleux fassent partie de ces opérations. Des journalistes indépendants ont révélé que, dans des pays de l'Union européenne, de très importantes entreprises privées avaient envoyé des experts, contre rétribution, dans des ministères pour qu'ils contribuent à rédiger des lois nationales dans leur domaine d'activité. Les considérables investissements réalisés par des entreprises pour solliciter l'appui de responsables politiques, auquel les citoyens ordinaires et les syndicats n'ont généralement pas accès, ont un fort potentiel de corruption – et pourtant cette pratique est légale partout. Les principaux acteurs et profiteurs sont ceux qui bénéficient le plus de toutes les formes de « grande corruption ». Essentiellement basés dans des pays démocratiques riches, ils recourent à la corruption dans leur pays d'origine ainsi que dans les pays pauvres ou en développement.

La PSI et ses affiliés recherchent la coopération avec des ONG et d'autres organisations de la société civile pour sensibiliser l'opinion publique au problème de la « grande corruption » et de la « captation de l'État ». Notre objectif est d'élaborer des normes internationales et des lois nationales qui autorisent la confiscation des bénéfices et des gains obtenus par la corruption. Nous exigeons que les multinationales et leurs filiales convaincues de corruption n'aient plus le droit de répondre à des appels d'offres. Les tribunaux nationaux, aussi bien dans les pays où ces entreprises sont implantées que dans leur pays d'origine, doivent être en droit d'appliquer des sanctions juridiques significatives – y compris l'emprisonnement des dirigeants et des responsables politiques. Ces jugements doivent être rendus publics.

Il est largement prouvé que, dans la plupart des cas, la privatisation des services publics entraîne la détérioration des services, mais aussi l'augmentation de leurs tarifs pour les citoyens. Elle provoque également des pertes d'emplois et la baisse des salaires des employés. La privatisation laisse la porte ouverte à la corruption, dans la mesure où des entreprises privées font tout leur possible pour que ces services leur appartiennent. La PSI et ses affiliés vont continuer de lutter contre la privatisation, le manque de financement et la réduction au maximum des services publics, qui sert de prétexte à présenter la privatisation comme nécessaire et sans alternatives.

L'unité de recherche de la PSI a rédigé un rapport détaillé sur la corruption et les services publics, qui donne de nombreuses indications sur les différentes formes de corruption financière et politique dans toutes les régions du monde. Cette analyse est illustrée par de nombreux exemples concrets et préconise des mesures permettant de lutter contre la corruption. Ce rapport nous aide beaucoup à mettre sur pied notre campagne et nous l'utiliserons pour influencer les organisations internationales, telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'OCDE, entre autres. Ces institutions prennent peu ou pas de mesures efficaces contre la corruption et ouvrent même parfois la porte à la corruption en exerçant des pressions sur les gouvernements pour qu'ils privatisent les services publics, diminuent le financement du secteur public ou réduisent les salaires et les programmes sociaux, ce qui cause un grave préjudice aux travailleurs et aux plus pauvres.

Les syndicats de la fonction publique peuvent directement prendre des mesures de lutte contre la corruption. Mais des actions sont également nécessaires afin d'éliminer les politiques propices à la corruption, pour lesquelles une importante coopération est indispensable entre nos affiliés, les ONG et d'autres organisations de la société civile. Il faut pour cela des lois solides qui protègent les lanceurs d'alerte et les journalistes indépendants, et qui défendent la liberté de l'information ; il faut également appliquer la justice fiscale pour stopper l'écart grandissant entre les riches et les pauvres et fournir les ressources nationales nécessaires au financement de services publics de qualité pour tous.

Nous avons besoin d'organismes de contrôle et d'audit publics complètement indépendants. Les employés publics de ces instances doivent bénéficier d'une protection juridique et les résultats de leurs enquêtes doivent être publiés. La lutte pour des prises de décisions financières démocratiques, pour la transparence et l'obligation de rendre des comptes est une valeur en soi et représente un outil important pour éliminer la corruption.

La PSI jouera son rôle au niveau international pour faire pression en faveur des politiques décrites ci-dessus, en particulier la justice fiscale mondiale et l'élimination des paradis fiscaux, où qu'ils se trouvent.

**Jürgen Buxbaum**

Coordinator Public Administration and Multinational Enterprises

[Jurgen.buxbaum@world-psi.org](mailto:Jurgen.buxbaum@world-psi.org)

**Public Services International**

45, avenue Voltaire - 01210 Ferney-Voltaire - FRANCE

Tel: +33 4 50 40 11 51 / +33 4 50 40 64 64

Fax: +33 4 50 40 73 20

[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)